

ENTRETIEN

« L'État néolibéral a, au fond, la haine de l'État »

JACQUES RIGAUDIAT. Rôle de l'État, modèle social français, écologie, décroissance... En dix questions posées par *la VO-Ensemble*, le conseiller maître à la Cour des comptes et coauteur d'un livre sur le sujet jette les bases d'une alternative au capitalisme.

BIO

1986

Directeur des études et de la statistique de l'ANPE.

1993

Publie *Réduire le temps de travail* (éd. Syros).

1997

Conseiller social de Lionel Jospin, alors Premier ministre.

2007

Publie *Le Nouvel Ordre prolétaire – Le modèle social français face à l'insécurité économique* (éd. Autrement).

2019

Publie *Cette Europe malade du néolibéralisme – L'urgence de désobéir* (éd. Les liens qui libèrent).

2024

Coécrit *Penser l'alternative – Réponses à quinze questions qui fâchent* (éd. Fayard).

Vous venez de publier un essai, intitulé *Penser l'alternative*, avec David Cayla, Philippe Légé, Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak, membres comme vous des Économistes atterrés. De quelle alternative parlez-vous ?

De l'alternative au néolibéralisme. Penser l'anticapitalisme, c'est réfléchir à ce que l'on fait de la finance, de l'Europe, qui sont autant d'obstacles, et aussi de la mondialisation avec l'éclatement des chaînes de valeur. L'État néolibéral, qui s'installe depuis les années 1990, est un État qui veut se défaire de lui-même, tel qu'il existait. C'est un État qui a, au fond, la haine de l'État, qui se paupérise sciemment et, pour cela, organise ses déficits en réduisant les impôts des entreprises et des plus riches. Il se défait de ses fonctions, notamment en les déléguant à des autorités administratives indépendantes : Commission de régulation de l'énergie ; Autorité des marchés financiers ; Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, etc. Ce sont toutes des autorités quasi juridictionnelles au service de la concurrence « libre et parfaite ».

Comment est née l'idée de ce livre ?

Nous sommes tous les cinq membres de l'association des Économistes atterrés. Nous nous reconnaissons dans le manifeste de 2010, qui vise à lutter contre le libéralisme. Cette lutte n'est toutefois plus suffisante pour rassembler. Nous sommes parfois traversés par des clivages qu'il est bien difficile de surmonter. C'est pourquoi nous avons résolu de poser et apporter des réponses à des questions qui fâchent. Ce livre est l'expression d'un projet que nous assumons collectivement tous les cinq.

Les différentes parties (*Dépasser le capitalisme ; Retrouver la souveraineté nationale ; Organiser la transition écologique ; Repenser la fiscalité et la finance ; Défendre et développer l'État social*) peuvent faire penser à un programme politique.

Ce n'est pas notre ambition, nous sommes et restons des économistes, guidés par une vision républicaine et démocratique de la société. Notre fil directeur est la réaffirmation de la place de l'État social. Aujourd'hui, 44 % du revenu des ménages résultent de prestations et de transferts sociaux, et de services collectifs. Cette part était seulement de 20 % en 1949. Ce qui montre bien que nous ne sommes pas totalement immergés dans une société marchande. Rapportée au produit intérieur brut (PIB), la part des dépenses publiques en France est la plus élevée des pays de l'OCDE [*Organisation de coopération et de développement économiques, NDLR*]. Si l'on étudie les revenus « primaires » [*salaires et revenus du capital*], les 10 % de Français les plus riches touchent dix-huit fois plus que les plus pauvres. Cet écart tombe à trois, une fois pris en compte les prestations monétaires et les services publics. Notre modèle social repose sur l'État-providence, et il est efficace. L'affirmation du principe de solidarité – de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins – est la contradiction en actes de la société marchande. L'importance qu'il revêt dans notre pays exaspère les libéraux, c'est pourquoi il est dans leur collimateur.

Vous insistez aussi beaucoup sur un autre pilier : la démocratie...

Oui, une démocratie politique, certes, mais aussi sociale et économique. Les salariés, notamment, doivent pouvoir faire entendre leur voix au sein des entreprises. Mais pour avancer, il faut pouvoir s'appuyer sur la démocratie politique, ainsi que sur la démocratie sociale. Or, l'une et l'autre sont aujourd'hui affaiblies. En dépit de la mobilisation et de l'unité syndicale, le mouvement contre la réforme des retraites, en 2023, n'a pas eu les résultats espérés. C'est donc un échec politique. D'où l'objet de ce livre, qui est de débattre, proposer, afin qu'un débouché politique puisse être construit, seul moyen pour qu'un véritable espoir puisse renaître.



DANIEL MAINGOURY

« L'État s'appauvrit et le plus grave est que cette paupérisation est organisée. »

Au contraire des premiers socialistes et syndicalistes révolutionnaires qui militaient pour son abolition, vous défendez l'idée du statut de salarié.

Absolument. Même s'il fait l'objet d'attaques depuis de nombreuses années et qu'il est aujourd'hui dégradé, le statut juridique de salarié est et reste une protection. C'est la raison pour laquelle les libéraux cherchent à faire sortir les travailleurs du champ du Code du travail pour les soumettre à ce que Alain Supiot [*universitaire et juriste français*] appelle la « para-subordination », typique de formes d'organisations du travail telles que Uber. On a tendance à confondre le salariat avec ce qu'il est dans le Code du travail. Or, le salariat du Code du travail est déjà une forme de dépassement du salariat en tant que rapport social. C'est le résultat de luttes. Dans les années 1980,

je faisais partie de ceux qui se sont battus contre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Mais licencier coûtait encore trop cher, alors la rupture conventionnelle a été créée, puis la barémisation des indemnités. Désormais, on parle de supprimer la rupture conventionnelle et de réduire le délai de contestation du licenciement. Voilà pourquoi il faut consolider le statut de salarié au sens du Code du travail pour permettre aux gens d'être protégés au mieux.

Comment conforter l'État-providence dans une économie mondialisée, dominée par la finance ?

La première chose est de reconstituer le système bancaire et financier, transformé à la suite de l'Acte unique européen de 1986 et de la libre circulation du capital qu'il a autorisée. Notre modèle social est clairement dans le viseur des acteurs du marché, tout est prétexte pour le fragiliser. Quand Bercy annonce que le déficit public sera supérieur à 5 % du PIB, la conclusion est que nous avons un niveau de dépenses publiques trop élevé. Problème, celles-ci ont évolué moins vite que les prix, en 2023, et ont donc diminué en volumes. Si le déficit s'est aggravé, c'est que les recettes publiques se

sont effondrées. Même le président l'a reconnu. Un exemple : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a été supprimée au motif qu'il faut « *libérer les énergies* », favoriser l'initiative. Sauf que la CVAE allait au financement des collectivités locales. Qu'a fait l'État en échange ? Il leur a transféré une fraction de TVA, dont il s'est en conséquence privé. Une étude de l'Ires-Clersé [*Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques*], datée d'avril, chiffre à 200 milliards d'euros le montant des aides publiques versées aux grandes entreprises privées sans aucune contrepartie. L'État s'appauvrit et le plus grave est que cette paupérisation est organisée. Le projet du gouvernement est tout à fait explicite, il n'y a rien de caché. Il entretient le déficit de l'État, l'aggrave et, à ce motif, fait pression sur les dépenses qu'il juge « excessives ».

Depuis la contre-révolution néolibérale, le financier a pris le contrôle des entreprises...

Le financement privé a été complètement bousculé. Le marché des actions est devenu relativement secondaire, il est même en régression. Les rachats d'actions sont désormais supérieurs aux introductions en bourse. Les grandes entreprises ne s'endettent plus sur capitaux

Comment faire autrement ?

En reconstruisant le système bancaire et financier pour avoir la capacité de reprendre la main sur l'orientation du crédit, et donc de la production, et répondre aux défis sociaux qui sont devant nous : l'hôpital, l'école, la petite enfance, la perte d'autonomie... Ces domaines doivent se situer hors du champ de l'économie marchande. Pour cela, il faut s'appuyer sur un pôle public autour de la Caisse des dépôts et consignations et de la Banque publique d'investissement, qui sont des forces de frappe importantes. Je pense notamment à la réindustrialisation, mais aussi, bien sûr, à la transition écologique, qui nécessiterait d'investir, selon le rapport Pisani-Ferry & Mahfouz, 2,3 % du PIB chaque année pendant plusieurs décennies. Sans compter les dépenses d'adaptation au changement climatique (inondations, sécheresses...), qui vont coûter au moins aussi cher.

Dans le chapitre consacré à l'écologie, vous affirmez que la décroissance conduirait à une impasse. Pourquoi ?

Comment consolider les services publics, faire face à la transition écologique et énergétique sans

« Comment consolider les services publics, faire face à la transition écologique et énergétique sans croissance ? C'est impossible. »

propres, ni même par emprunt auprès des banques, mais principalement sur les marchés financiers, qui ont pris une importance démesurée et, de ce fait, orientent la capacité des entreprises à se développer et celle des banques à accorder des crédits.

L'État emprunte également sur les marchés financiers...

C'est bien le problème. Depuis le traité de Maastricht, il est interdit à la Banque centrale européenne de prêter aux États et aux institutions publiques. La France emprunte donc sur les marchés financiers comme une entreprise et est soumise au jugement des agences de notation (voir *la Vie Ouvrière-Ensemble* n° 24). Les traités européens font que les politiques budgétaires des États membres sont corsetées. Jean-Claude Juncker, l'ancien président de la Commission européenne, l'avait dit en 2015 : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens.* » Or, chaque pays devrait pouvoir mener la politique correspondante à la réalité de sa situation économique.

croissance ? C'est impossible. Il faut sortir des énergies fossiles, et pour cela développer les énergies renouvelables, mais aussi le nucléaire, réduire certaines consommations, lutter contre l'obsolescence programmée, mais ça ne signifie pas entrer dans une ère de décroissance généralisée. On peut toujours dire : « *Il faut faire payer les riches !* » C'est très bien. Nous sommes pour le retour de l'ISF [*impôt sur la fortune*], taxer davantage les successions, etc. Mais ça ne suffira pas à financer l'autonomie ou la prévention des conséquences du dérèglement climatique sur des décennies. La gauche, ou en tout cas une partie d'entre elle, ne sait plus parler au peuple dont elle se réclame. Allez donc disserter sur la décroissance devant ceux qui ont perdu leur travail, ne peuvent pas faire trois repas par jour ou n'ont pas les moyens de se chauffer... Ce livre, je le redis, n'est pas un manifeste, il ouvre simplement des pistes de réflexion pour construire une société sobre, solidaire et de progrès.

■ ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JEAN-PHILIPPE JOSEPH